

ENSEMBLE LUTTONS ET ÉLEVONS LE RAPPORT DE FORCE POUR UNE FONCTION PUBLIQUE AU SERVICE DU PROGRÈS SOCIAL !

Réunies en Conseil national de l'Union fédérale des syndicats de l'État, les organisations CGT condamnent la poursuite et l'aggravation de la transformation libérale de la société au service du capital, confirmées dans le discours de politique générale du 1er ministre en date du 12 juin. C'est entre autres une transformation profonde de l'État qui est organisée afin notamment de mettre fin à toutes les formes de solidarité au profit de la concurrence et de la privatisation du bien public.

Plus que jamais les services publics et plus particulièrement la fonction publique sont un des cœurs de cible des attaques gouvernementales.

Ainsi, les objectifs poursuivis au titre du chantier « action publique 2022 » consistent à déposséder l'État de toute une série de services publics et de missions publiques qui seraient abandonnés et privatisés.

Alors que les services sont d'ores et déjà exsangues, les pouvoirs publics entendent réduire de manière encore plus drastique les moyens alloués en accentuant l'austérité budgétaire dans les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale au titre de l'année 2020. Le gouvernement refuse toujours de procéder à une nécessaire réforme fiscale au service de la justice sociale et du financement pérenne des services publics.

Boîte à outils du processus de destruction en cours, le projet de loi portant transformation de la fonction publique veut en finir avec les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité, constitutifs avant tout d'une garantie d'impartialité et de neutralité dans la mise en œuvre du service public.

Après la casse du Code du travail, c'est maintenant la liquidation du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers des agents publics !

Si ce projet de loi devait être adopté, outre des milliers de suppressions d'emplois et un recours accru à la contractualisation, les personnels seraient contraints à toujours plus de précarité, à des mobilités forcées et à des détachements d'office liés à des transferts, disparitions ou privatisations des missions.

Dans le même temps, Emmanuel Macron et son gouvernement promettent aux agents une accentuation de la dégradation de leurs conditions de vie au et hors travail, aggravée par la suppression des CHSCT, la destruction des prérogatives des CAP, une nouvelle montée en puissance de la rémunération et de la carrière au mérite, la poursuite du gel de la valeur du point d'indice, l'allongement du temps de vie passé au travail et la baisse drastique du montant des retraites et des pensions.

De fait, toutes ces mesures ne feront qu'aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes.

Cette politique est inacceptable ! Dans un tel contexte, les organisations CGT réunies en Conseil National de l'UFSE réitèrent leur exigence de retrait du projet de loi portant transformation de la fonction publique.

Elles s'engagent à poursuivre et à élever le rapport de force :

✓ pour faire de la Fonction publique un outil du progrès social. Pour la CGT, la reconquête et le développement des services publics est une des conditions de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux d'aujourd'hui et de demain et de la nécessaire transition écologique ;

- ✓ pour une revalorisation significative de la valeur du point d'indice, des salaires, des pensions et des retraites;
- ✓ pour une protection sociale de haut niveau pour l'ensemble des agents avec notamment l'abrogation du jour de carence, l'abandon du projet de système universel de retraite à points, le maintien et l'amélioration des régimes spéciaux de retraite existants dont le code des pensions civiles et militaires, le fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État, etc.

C'est dans ce sens que nos organisations proposent aux personnels, actifs et retraités, fonctionnaires et agents non titulaires, d'élever le rapport de force et de l'inscrire dans la durée.

C'est aussi dans ce sens que la CGT propose à l'ensemble des organisations syndicales qui partagent ces objectifs de construire le rapport de force le plus unitaire possible.

Elles s'inscriront dans toutes les actions interprofessionnelles qui seront initiées dans la prochaine période pour obtenir le retrait des projets de régression sociale et gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Dans l'immédiat les organisations CGT réunies en Conseil national:

- ✓ appellent à faire du **vendredi 14 juin** une puissante journée de mobilisation par la grève pour les droits des agents de l'Outre-Mer. En Ile-de-France elles appellent au rassemblement organisé à 10h à Bercy;
- ✓ appellent les personnels à s'inscrire massivement dans la journée de mobilisation du **jeudi 27 juin** prochain, par la grève et dans les rassemblements, pour obtenir le retrait du projet de loi portant transformation de la Fonction publique et une revalorisation immédiate et conséquente des salaires, traitements et pensions.

Pour élever ce rapport de force, les organisations de l'UFSE débattront en leur sein et ensemble dans les territoires de cette résolution d'actualité.

Montreuil, le 13 juin 2019



**LA CASSE DU SERVICE PUBLIC,
ON N'EN VEUT PAS !**